

La santé

Malgré la multiplication des réformes en trompe-l'œil et des effets d'annonce, le double bilan de la droite en matière de santé est celui du creusement sans précédent des inégalités et du recul du service public. C'est donc à juste titre que nombre de nos concitoyens se disent préoccupés par l'avenir de notre système de santé solidaire. Les annonces relatives à l'établissement de nouvelles franchises renforcent les légitimes inquiétudes.

La santé brasse aujourd'hui des moyens dépassant largement ceux de l'Education nationale, et son financement engage à l'évidence les générations futures. Notre premier devoir est de convaincre qu'il existe bel et bien une politique de santé de droite, incapable d'assurer l'équilibre financier du système et privilégiant l'individualisme et le court terme, et une politique de santé de gauche fondée sur un esprit de responsabilité financière au service de l'égalité d'accès aux soins et de la préparation de l'avenir.

Remise à plat du plan Douste-Blazy

Le système de santé va mal, la réforme de 2004 n'ayant rien traité de ses principales difficultés. Le retour à l'équilibre des comptes de l'assurance-maladie annoncé pour 2007 n'a pas eu lieu : il faut s'attendre à plus de 4 Mds € de déficit cette année, amenant la dette sociale cumulée sur cinq ans au niveau inégalé de 50 Mds€.

Le système de médecin traitant se réduit à une invraisemblable bureaucratie, peu lisible pour les assurés sociaux et **facteur de dissuasion pour les plus démunis**. Nous remettons donc à plat le dispositif Douste-Blazy, en supprimant les

forfaits non remboursés et en réévaluant le parcours de soins.

Le moyen le plus sûr de conforter financièrement les régimes sociaux est de conduire une **politique économique dynamique, et non de culpabiliser les malades** au risque d'une détérioration coûteuse de la santé publique. Si des financements nouveaux s'avéraient toutefois nécessaires pour faire face aux enjeux du vieillissement démographique, nous les définirions en concertation étroite avec les partenaires sociaux, les associations de malades et les professions de santé.

Priorité à l'hôpital public

L'hôpital est la colonne vertébrale de notre système. Il assure les grandes missions de service public (urgences, action sociale, formation, recherche) et représente à ce titre la majorité de nos dépenses de santé. Or, la droite n'a eu de cesse depuis cinq ans de pénaliser financièrement les établissements publics, en alignant leur gestion sur celle des cliniques privées. **Nous porterons un coup d'arrêt à la convergence public-privé**, et la spécificité de la mission de l'hôpital public sera reconnue à travers un plan de relance de 2,5 Mds € sur cinq ans.

Préparation de l'avenir

Pour relever les défis du vieillissement et des nouvelles technologies, nous dynamiserons le secteur économique de la santé dans une perspective de long terme. Nous anticiperons les besoins en personnel médical et nous développerons un programme de recherche et développement ambitieux en matière de santé. L'effet de levier lié à **l'augmentation des crédits de la**



recherche publique sera optimisé par la promotion des synergies public-privé dans ce domaine. Ainsi, la politique de recherche sera véritablement renforcée.

Lutte contre les dépassements d'honoraires et les refus de soins

Les patients ont payé un lourd tribut à la réforme de 2004, puisque **les dépassements d'honoraires ont atteint 2 milliards d'euros** sur la seule année 2006. Nous reviendrons sur les mesures de facilitation des dépassements, et demandons que les institutions concernées prennent les sanctions nécessaires face aux abus.

Nous veillerons à ce que les bénéficiaires de la CMU et de l'AME soient reconnus dans leurs droits (sanction des refus de soins) et nous redonnerons toute leur dimension à ces dispositifs en supprimant les obstacles administratifs imposés par la droite (condition de résidence de trois mois notamment).

Développement de la prévention

Nous mettrons fin à l'hémiplegie de notre système de santé établie au profit du seul curatif, car ce sont bien les progrès de l'hygiène, des modes de vie, de l'environnement et de l'alimentation qui se trouvent particulièrement à la source des progrès de l'espérance de vie.

Ainsi, nous passerons enfin d'une politique de

soins à une politique de santé, fondée sur la prévention et le lien social. Cette évolution passera par la tenue d'un grand **plan de prévention des maladies graves**, l'expérimentation de forfaits de prévention rémunérant les médecins libéraux assurant un suivi préventif et d'éducation à la santé d'une population donnée et par une large concertation sur les moyens de rendre les citoyens acteurs de leur propre santé.

Relance de la démographie médicale

Nous nous engageons à implanter 500 maisons de santé dans les zones rurales et périurbaines sous-médicalisées. Ces structures seront adossées à des établissements hospitaliers et favoriseront le rapprochement des filières de l'hôpital, de la médecine de ville et du médico-social. **Ces services de proximité** auront l'avantage de répondre au défi de la démographie médicale par la mutualisation des moyens logistiques et l'adaptation à la demande croissante de conditions de travail facilitées émanant du corps médical.

Par ailleurs, nous organiserons une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences dans la santé, comme ceci existe dans d'autres secteurs avec délégations et transferts de tâches. Des bourses d'études incitatives et des aides à l'installation seront attribuées aux médecins libéraux acceptant de s'installer dans les zones aujourd'hui désertées.

